

## Relations industrielles Industrial Relations



*Nationalism, Communism, and Canadian Labour*, par Irwing Martin Abella, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 266 pp.

Gérard Dion

Volume 29, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/028538ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/028538ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

### ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Dion, G. (1974). Compte rendu de [*Nationalism, Communism, and Canadian Labour*, par Irwing Martin Abella, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 266 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 29(3), 621–622.  
<https://doi.org/10.7202/028538ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é  
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## RECENSIONS BOOK REVIEWS

**Nationalism, Communism, and Canadian Labour**, par Irwing Martin Abella, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 266 pp.

Le titre de cet ouvrage est trompeur. Alors qu'on s'attendrait à voir traité le problème du nationalisme et du communisme au sein du mouvement ouvrier canadien, cette étude porte uniquement, ainsi que l'auteur l'indique dès la première page, sur le Congrès canadien du travail, ses rapports avec son homologue américain, le Congrès des organisations industrielles, et les syndicats internationaux ainsi que ses démêlés avec le mouvement communiste. Bien honnêtement encore, l'auteur nous avertit que, même si ces questions ont eu une importance considérable, il n'a pas cherché à faire l'histoire de cette centrale syndicale. Toutefois, par la force des choses il est amené à en retracer tout au moins les grandes lignes et à souligner les événements marquants.

En 1935, pour la première fois au Canada, le nombre de travailleurs adhérant à des syndicats strictement canadiens était aussi considérable que celui de ceux qui appartenaient à des syndicats américains. En effet, les effectifs du Congrès des métiers et du travail du Canada ne dépassaient pas ceux des trois autres centrales canadiennes : la Confédération des travailleurs catholiques du Canada fondée en 1921, le Congrès pancanadien du travail fondé en 1937 et le groupement communiste, la Workers' Unity League fondée en 1930. C'est alors que deux décisions prises en dehors du pays viennent soudainement bloquer la canadianisation du syndicalisme. Suivant des instructions en provenance de Moscou, les dirigeants de la Workers' Unity League ont dissous leur groupement et amené leurs affiliés à rejoindre les rangs du CMTC. Au même moment, aux États-Unis, John L. Lewis formait le Comité des organisations industrielles qui allait par la suite se transformer en Congrès des organisations industrielles et séparer de la puissante Fédération américaine du travail. Le dynamisme manifesté aux États-Unis par

le COI s'est répercuté au-delà des frontières dans l'industrie de l'automobile et de l'acier. La FAT, en ordonnant au CMTC d'exclure de ses rangs les sections canadiennes affiliées au CIO a poussé celles-ci à se fusionner avec le Congrès pancanadien du travail et à former le Congrès canadien du travail.

Phénomène assez surprenant, ce n'est pas le COI qui est venu organiser les travailleurs canadiens, mais ce sont ceux-ci qui malgré ses réticences et son manque de collaboration se sont organisés au nom du CIO pour profiter de son prestige. Ils y ont été aidés par d'anciens organisateurs de la WUL. Dans son ouvrage l'auteur raconte avec force détails l'implantation des Métallurgistes unis d'Amérique et des travailleurs unis de l'automobile avec la lutte menée contre le premier ministre de l'Ontario Hepburn. Il relate aussi les querelles intestines suscitées par la présence de dirigeants communistes. Des chapitres sont consacrés au Comité d'organisation des métallurgistes; le CTC, la CCF et le parti communiste; l'Union internationale des travailleurs des mines, bocards et fonderies; les Travailleurs unis d'Amérique de l'électricité et les Travailleurs unis de l'automobile; le COI et le CCT; le syndicalisme international et le syndicalisme national.

Pour effectuer son travail, l'auteur a eu accès aux archives des divers groupements et il a pu interviewer la plupart des acteurs. Il se fonde donc sur des sources de première main auxquelles il se réfère souvent. C'est ce qui fait la valeur de son ouvrage.

Le nombre de syndicats canadiens dominés par des leaders communistes est assez restreint. D'ailleurs les membres de ces syndicats ne partagent pas pour autant cette doctrine ni sont affiliés à des organisations communistes. Mais les leaders obéissant aveuglément au Parti font passer leur loyauté envers le Parti avant celle qu'ils doivent aux décisions et orientations prises par le CTC. Ce qui vient compliquer la situation, c'est qu'ils sont nationalistes canadiens dans le sens

qu'autant ils n'ont pas de scrupules à se plier à des ordres venant de Moscou autant ils sont opposés à toute influence venant des Etats-Unis. La direction du CTC est amenée à lutter sur deux fronts.

On y constate le rôle important qu'ont joué certains personnages comme Charles Millard et surtout Pat Conroy. D'une manière générale, les individus dans leurs luttes pour le pouvoir ou pour le triomphe de leur façon de voir le syndicalisme, son rôle, son action et ses rapports avec les partis politiques apparaissent sous une lumière bien différente de celle que l'on trouve soit dans les journaux ou la propagande syndicale. En dévoilant les côtés mesquins qui se mêlent à l'action quotidienne et aux stratégies utilisées, l'auteur, dans son rôle d'observateur impartial effectue un travail de démystification sans pour cela diminuer les hommes ou le mouvement syndical.

On pourra ne pas être d'accord avec l'auteur dans toutes ses conclusions particulièrement sur le rôle positif qu'auraient joué les leaders communistes si on ne les avait pas délogés et sur son pessimisme vis-à-vis de la canadianisation des syndicats. Son ouvrage est toutefois une des contributions les plus valables à l'histoire du syndicalisme au Canada.

**Gérard DION**

Université Laval

**Les relations du travail, employeurs, personnel, syndicats, Etat**, par Dimitri Weiss, Paris, Série « gestion sociale », Editions Dunod, 1974, 160 pp.

Ce nouveau livre que Dimitri Weiss consacre aux relations industrielles est plus que le précédent (que nous avions eu le plaisir de recenser dans *Relations Industrielles*, vol. 28, no 3) axé sur le système français des relations du travail. Par ailleurs, il comporte, comme l'ouvrage précédent, un très utile souci de clarification sur le plan des concepts-clés. Pour ne citer qu'un exemple, nous avons trouvé fort utiles les définitions et explications que l'auteur fournit au sujet des différents types de conflits du travail : de telles mises-en-ordre ne peuvent que faciliter l'identification des problèmes, puis leur discussion ordonnée, deux choses qui, en relations industrielles, sont éminemment utiles. Nous ne croyons

pas nous aventurer trop loin en disant que pour le lecteur nord-américain, le chapitre de l'ouvrage qui traite de « La Négociation Collective » (Chapitre 3) et celui qui traite des « ... Institutions de représentation du personnel dans l'entreprise » (Chapitre 4) revêtiront un intérêt particulier. D'une façon plus précise, on ne peut être, de ce côté-ci de l'Atlantique, qu'intéressé par l'examen et la discussion de questions et développements résultant de la coexistence, au sein d'entreprises françaises, du Comité d'Entreprise et de la Section Syndicale. Et même s'il est trop loin pour prendre position, le lecteur d'ici ne manquera pas de relever avec intérêt, au sujet de la convention d'entreprise, les commentaires qui sont offerts et cités dans l'ouvrage (voir le sous-chapitre intitulé « les conventions d'entreprise ou d'établissement » pp. 58-61). Pour ceux qui, parfois, sont friands de rapprochements, l'ouvrage contient aussi des citations qui ne manqueront pas, même à distance, de faire réfléchir. Par exemple, après avoir évoqué le « syndicalisme d'entreprise », on propose une distinction entre le syndicalisme d'entreprise » à l'américaine » et la « présence syndicale dans l'entreprise », cette dernière expression étant présentée comme collant peut-être plus à la réalité française (p. 71). En laissant évidemment à l'auteur la responsabilité de ses orientations et de ses choix, l'on ne peut que conseiller la lecture de ce livre, clairement et vivement écrit. En plus de leur valeur incontestablement éducative, des ouvrages tels que celui-ci et traitant du système de relations de travail d'autres pays, nous aident à mieux situer, et à mieux comprendre les particularités de notre propre système.

**Félix QUINET**

Commission des relations de travail  
dans la fonction publique,  
Ottawa

**Managerial Motivation and Compensation**, by H. L. Tosi, R. J. House and M. D. Dunnette, (ed.), A Selection of Readings, East Lansing, Michigan, MSU Business Studies, 1972, 539 p.

Présenter une série d'articles traitant de la motivation et de la rétribution, articles d'intérêt à la fois pour les administrateurs et les théoriciens du Management, tel était l'objectif des éditeurs de